
Nous sonnons l'alarme pour l'avenir des services publics

Description

Québec, le 10 octobre 2020 – Le Québec vit actuellement une crise sans précédent. Nous posons aujourd'hui un geste à la hauteur de ce qu'impose la situation : nous unissons nos voix, celles des 500 000 travailleuses et travailleurs des services publics que nous représentons, dont plus de 75% sont des femmes, pour demander au premier ministre et à son gouvernement de choisir, d'abord et avant tout, le bien-être de la population québécoise.

Sur le terrain, dans le réseau de la santé et des services sociaux et celui de l'éducation, dans les organismes gouvernementaux et dans la fonction publique, nous sonnons l'alarme depuis fort longtemps. Nous avons utilisé toutes les tribunes à maintes reprises pour avertir les gouvernements successifs que les bris de service étaient imminents. Malheureusement, la pandémie nous donne raison en mettant en lumière ce qu'on savait déjà : après des décennies de négligence étatique, nos services publics sont à terre. Il faut rebâtir.

Ce que ça prend pour y arriver, nous sommes les mieux placés pour le savoir. Ensemble, nous occupons tous les titres d'emploi du secteur public. C'est nous qui permettons à l'État de remplir ses missions; nous soignons, nous enseignons, nous accompagnons les Québécois-es quotidiennement. Dans les derniers mois, nous nous sommes donnés comme jamais pour répondre aux besoins. Or, nos efforts et notre volonté ne suffisent plus. La relève n'est pas au rendez-vous et plusieurs de nos collègues, à bout de souffle, choisissent de quitter leur emploi.

Il faut de façon urgente s'attaquer aux problèmes de pénuries de main-d'oeuvre qui touchent maintenant l'ensemble des services. Pour ce faire, le gouvernement doit donner un solide coup de barre, tant sur le plan des conditions de travail que salariales. Pour réussir à attirer et retenir le personnel dans nos réseaux, il faut réparer les pots cassés. Ces 20 dernières années, nos conditions de travail se sont détériorées de façon draconienne et notre pouvoir d'achat s'est dégradé considérablement puisque nos salaires n'ont pas augmenté au même rythme que l'inflation. Les besoins sont importants, les investissements doivent l'être aussi.

Nous demandons à M. Legault et à ses ministres de ne pas céder aux mêmes dérives austéritaire que leurs prédécesseurs. Les derniers gouvernements ont pris l'habitude de parler d'investissements lorsqu'ils donnent des centaines de millions, voire des milliards aux grandes entreprises, alors qu'ils qualifient plus souvent qu'autrement de dépenses les montants dévolus aux services publics. Le choix des mots n'est pas innocent; il entretient cette idée que les services publics offerts à la population coûtent trop cher. La réalité, selon Statistique Canada, c'est qu'un dollar investi dans les services publics rapporte en moyenne 1,10 \$ au PIB québécois, alors qu'un dollar d'investissement dans le secteur primaire rapporte autour de 0,80 \$.

D'ailleurs, les économies qui se sortent le mieux des crises économiques sont celles des pays qui ont un filet social important, soutenu par un secteur public solide. La crise sanitaire actuelle le démontre aussi plus que jamais. Quand on doit ralentir de grands pans de l'économie à cause des défaillances du système de santé, ou quand on voit les répercussions des fermetures d'écoles, on constate qu'il ne pourra y avoir de véritable reprise sans réinvestissements massifs dans les services à la population.

Notre plaidoyer d'aujourd'hui en est un pour l'avenir du Québec. Nous sommes au cœur des services publics et nous sommes aussi des citoyennes et des citoyens. Nous voulons assurer le bien-être de nos familles, de nos ami-es et de nos collègues pour les prochaines décennies et nous savons que c'est possible. M. Legault, nous avons collectivement les moyens de faire mieux; c'est une question de choix et de volonté.

Signataires

Jacques Létourneau, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Sonia Éthier, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Daniel Boyer, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Andrée Poirier, présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

Sylvain Mallette, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

Christian Daigle, président général du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)

Line Lamarre, présidente du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

Categorie

1. Lettre ouverte

date créée

10 Oct 2020